

100

Histoire du monde

en UN mot
FRANCO PORTERA LE TITRE DE PRESIDENT

HENDAYE.—Le général Franco vient de modifier le régime gouvernemental de l'Espagne blanche. A la junte, qui était en fonction depuis le 1er octobre 1936, il a substitué 10 ministres: ceux de la Justice, des Affaires étrangères, de la Défense nationale, des Travaux publics, de l'Intérieur, des Finances, de l'Industrie et du Commerce, de l'Agriculture, de l'Éducation et de l'Ordre public. Quant à lui, il garde autant de pouvoir qu'auparavant. On tient de sources blanches que toutefois, il portera le titre de président. Il choisira son vice-président parmi les ministres.

NON ACCESSIBLES AUX ÉTRANGERS

SHANGHAI.—Les Japonais ont restreint les régions de Shanghai où peuvent aller les étrangers, mais apparemment pour éviter de nouveaux incidents. L'auto-parole de l'ambassade japonaise annonce que les régions prohibées aux étrangers sont Kiangwan, Tazang et Lüchow. Les seules zones de Shanghai accessibles aux étrangers, outre la zone internationale et la concession française, sont le territoire de Hung-jao et une petite étendue de terrain entre Hing-Kou et la piste de course de Kiangwan, mais il faut des cartes spéciales pour y pénétrer. La guerre se continue dans le nord aux environs de Hang-Tchéou.

LE CANADA N'A PAS A CRAINDRE

PLYMOUTH, Angleterre.—Lord Marley, lord Travill, lord de la Chambre des Lords, a déclaré que, dans son opinion, les États-Unis ne deviennent jamais une menace pour le Canada. Il a déclaré que le Canada ne craint pas une invasion japonaise faite par la côte pacifique, mais qu'il craint d'être envahi par les États-Unis. Il a déclaré que le Canada ne craint pas d'être envahi par les États-Unis, mais qu'il craint d'être envahi par les États-Unis.

Lord Marley a ajouté que les États-Unis étaient prêts à collaborer à tout mouvement qui aurait pour but de donner une paix durable et définitive au monde.

LES CATHOLIQUES ALLEMANDS SERONT EMPÊCHÉS

Le gouvernement allemand estime "indésirable" leur participation au Congrès eucharistique international.

BERLIN.—Le gouvernement allemand vient d'aviser le président du comité d'organisation du 54e congrès eucharistique international de Buda-pest, l'ancien premier ministre Karl Huszar, qu'il estime "indésirable" la participation des catholiques allemands à ce congrès eucharistique. Dans les milieux officiels, on affirme que l'on veut épargner aux catholiques allemands un conflit intérieur entre leur foi religieuse et leur loyauté à la patrie à la suite du traité de Versailles.

UNE ANNEE DIFFICILE
C'est M. John Blackmore, chef créditiste, qui reprit le débat sur les discours du trône. Il a dit au début de ses remarques que le Canada avait eu une année difficile. Il a dit que le Canada avait eu une année difficile. Il a dit que le Canada avait eu une année difficile.

M. KING REpond A M. RENE PELLETIER

Au sujet des attaques de M. Bennett

On n'a pas demandé à la Chambre des Communes de tenir une enquête à la suite des accusations de corruption électorale qu'a lancées en plein parlement l'hon. R. B. Bennett, chef conservateur. On n'a pas soumis non plus d'accusations spécifiques de corruption électorale.

C'est ce qu'a déclaré de l'enceinte de la Chambre des Communes le premier ministre Mackenzie King en réponse à une question de M. René Pelletier, député créditiste de Rivière à l'Est.

On se rappelle que M. Bennett avait dit dans son réquisitoire que l'on faisait dans le gouvernement un jeu de cache-cache afin de remplir les caisses de parti.

KING CITE LA LOI

"Le gouvernement, dit le premier ministre, a pourvu par statut aux enquêtes sur les accusations de corruption électorale. En vertu de la loi sur les élections contestées de 1927, tout candidat peut demander une enquête à la Cour Supérieure, à la Cour d'Appel ou à la Cour Supérieure.

La Loi du Cadenas est attaquée

LES C.C.F. veulent l'abolition de la loi qui a pour but de mettre un frein à la propagande communiste

LE CAS DE L'ALBERTA

M. Blackmore déplore que l'on s'est, pour ainsi dire, ligué pour empêcher la réalisation du programme de Monsieur Aberhart

OTTAWA.—Le parti C. C. F. a réclamé de nouveau que le gouvernement fédéral désavoue la loi du cadenas, qui a pour but de mettre un frein à la propagande communiste dans le pays. M. J. S. Woodsworth, le chef C. C. F., se fit le porte-parole de ce parti. Il déclara que la loi du cadenas était une loi de propagande habituelle à la législation anticomuniste adoptée par le gouvernement de l'Union Nationale.

"C'est la loi, dit-il, qui a permis au gouvernement du Canada d'avoir la bibliothèque d'une pauvre femme en vertu de la loi du cadenas, mais n'y avait pas trouvé le moindre ouvrage traitant du communisme.

"On a, dit-il, fait un livre, le genre a-nodin de littérature que l'on a confié chez de paisibles citoyens de la province au cas où ils seraient dérangés. Maintenant n'avons-nous pas le droit de nous attendre que le gouvernement du Canada prenne enfin des mesures pour assurer la protection de ses citoyens?"

M. Woodsworth rappela que, lorsqu'il avait demandé le désavoue de la loi du cadenas, l'an dernier, l'hon. Ernest Lapointe, ministre de la Justice, avait déclaré que la loi du cadenas n'était qu'une loi de propagande habituelle à la législation anticomuniste adoptée par le gouvernement de l'Union Nationale. Il a dit que la loi du cadenas n'était qu'une loi de propagande habituelle à la législation anticomuniste adoptée par le gouvernement de l'Union Nationale.

ABERHART PERSECUTÉ

M. John Blackmore, le chef créditiste, fut au nombre des orateurs principaux de la séance. Il déclara que la loi du cadenas était une loi de propagande habituelle à la législation anticomuniste adoptée par le gouvernement de l'Union Nationale. Il a dit que la loi du cadenas n'était qu'une loi de propagande habituelle à la législation anticomuniste adoptée par le gouvernement de l'Union Nationale.

M. Gordon Graydon, député conservateur de Peel, protesta ensuite contre l'augmentation de \$2 à \$250 des permis fédéraux pour les appareils de radio. Il ajouta que si l'on voulait faire un succès de la radio électorale, il faudrait s'y prendre tout autrement. Il suggéra d'abolir complètement les permis actuels et de tirer les revenus de ces sources pour l'administration de Radio Canada.

UNE ANNEE DIFFICILE

C'est M. John Blackmore, chef créditiste, qui reprit le débat sur les discours du trône. Il a dit au début de ses remarques que le Canada avait eu une année difficile. Il a dit que le Canada avait eu une année difficile. Il a dit que le Canada avait eu une année difficile.

Il montra que le commerce étranger était en baisse et que le Canada avait eu une année difficile. Il a dit que le Canada avait eu une année difficile. Il a dit que le Canada avait eu une année difficile.

AUCUN PRECEDENT

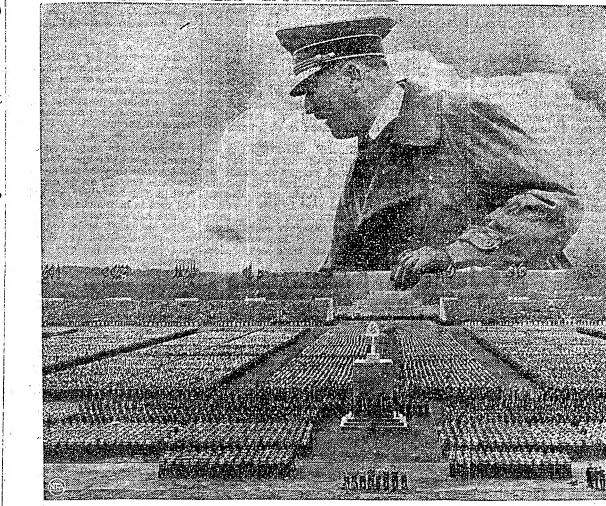
"Dans les deux cas, l'on doit soumettre un rapport au parlement. Et, s'il est prouvé que quelqu'un a été accusé de corruption électorale, la Chambre doit agir avec la plus grande sévérité.

"Mais, depuis l'adoption de la législation précitée, le comité des privilèges et élections n'a pas été appelé à une seule fois à enquêter sur l'élection de quelqu'un.

"Dans le cas actuel, on n'a porté aucune accusation spécifique et on n'a pu prouver aucune fraude à la Chambre."

MERCREDI, 9 FEVRIER, 1938

L'ORGANISATION MILITAIRE D'ALLEMAGNE



Hitler jettant un regard confiant sur ses armées aux manifestations militaires qui ont marqué le 51ème anniversaire de son avènement au pouvoir.

SUGGESTIONS DE BRUENING A LA COMMISSION ROWELL

Conseil de l'ancien chancelier d'Allemagne

OTTAWA.—M. Heinrich Bruening, ancien chancelier d'Allemagne, parlant à une séance privée de la commission Rowell, a déclaré que le meilleur moyen d'assurer la liberté de la presse serait de la confier à une réglementation volontaire.

M. Bruening a déclaré que le grand danger ne vient pas des personnes qui se prononcent ouvertement pour des changements révolutionnaires, mais de celles qui, désirant les mêmes changements, font profession de satisfaction à la constitution.

DANGERS
Favorisant la liberté de la presse, il a déclaré qu'il constate certains dangers au fait que les personnes qui abusent des libertés et des droits, seraient les premières à détruire ces mêmes libertés si jamais elles s'emparaient du pouvoir.

M. Bruening a déclaré qu'il avait déclaré qu'un tribunal absolument indépendant et supérieur est le principal rempart des libertés civiles, puis que ses devoirs avec le temps incluent l'interprétation de toute déclaration constitutionnelle des droits.

DISCIPLINE VOLONTAIRE

Il s'est déclaré opposé au contrôle législatif de la presse parce qu'il est discutable, ajoutant que la discipline volontaire était préférable.

M. Bruening a déclaré que le grand danger ne vient pas des personnes qui se prononcent ouvertement pour des changements révolutionnaires, mais de celles qui, désirant les mêmes changements, font profession de satisfaction à la constitution.

DANGERS

Favorisant la liberté de la presse, il a déclaré qu'il constate certains dangers au fait que les personnes qui abusent des libertés et des droits, seraient les premières à détruire ces mêmes libertés si jamais elles s'emparaient du pouvoir.

M. Bruening a déclaré qu'il avait déclaré qu'un tribunal absolument indépendant et supérieur est le principal rempart des libertés civiles, puis que ses devoirs avec le temps incluent l'interprétation de toute déclaration constitutionnelle des droits.

TRIBUNAL INDEPENDANT

M. Bruening a déclaré qu'il avait déclaré qu'un tribunal absolument indépendant et supérieur est le principal rempart des libertés civiles, puis que ses devoirs avec le temps incluent l'interprétation de toute déclaration constitutionnelle des droits.

Premier pilote condamné

Raymond Roy, 22 ans, a été condamné à \$800, ou à trois mois de prison, pour avoir violé la loi sur l'aviation à Senneterre, Québec.

Le commandant C. P. Edwards, chef des services aériens canadiens, au ministère des transports, a déclaré que son ministère est décidé à sévir contre les pilotes sans permis et contre les avions non munis de certificat.

Roy a enfreint à peu près tous les règlements de l'aviation canadienne. Sans permis de pilote, il est monté avec un avion condamné, pendant la nuit, d'un aéroport qui n'est pas un et au surplus il était accompagné d'un passager. Comme il n'a pas payé l'inspecteur Graham et un constable l'ont transporté en avion à Amos où il purgera son terme.

L'école fornicative des enfans à devenir de forts et féroces chrétiens?

M. Carroll dit pourtant que "l'école d'une demi-heure de catéchisme" ne suffit pas pour faire des catholiques!

"Nous devons, notre appui, faire, loyal et entier à nos commissaires et à notre association de commissaires catholiques. Nous devons être entièrement gracieux. Pour nous préparer l'Eglise de demain, il ne suffit pas de belles paroles. Il nous faut maintenant de l'action et de l'action catholique", pour regagner au Christ les enfans, que nous avons déjà sacrifiés à l'Etat.

Histoire du Canada

en DEUX mots
A ST-ALBERT

Mardi prochain le 15, il y aura une cérémonie de profession de foi religieuses dans la chapelle des Sœurs Grises de St-Albert. Son Exe. Mgr Macdonald pontifiera à l'office qui aura lieu à 8 h 30.

Les membres du clergé et les amis de l'anticonsumisme sont cordialement invités.

MGR NELLIGAN ET LES LOIS ANTICOMMUNISTES DE QUEBEC

MONTREAL.—S. Exe. Mgr Nelligan évêque de Pembroke, a fait l'éloge des lois anticonsumistes de la province de Québec, à un déjeuner donné en son honneur. Mgr Nelligan a aussi exprimé sa volonté de travailler au rapprochement des populations des deux provinces d'Ontario et Québec.

COMITES POUR LE CONGRES EUCARISTIQUE NATIONAL

QUEBEC.—Le comité de la fête de nuit qui se déroulera sur les Plaines d'Abraham à l'occasion du congrès eucharistique national, est maintenant formé. Il se compose de sept membres. M. l'abbé Wilfrid Lemieux et M. l'abbé St-Georges Bergeron agissent respectivement comme président et secrétaire de ce comité.

GUERRE AU COMMUNISME

MONTREAL.—Une école de propagande communiste a été visitée par les agents de la Sûreté provinciale de Montréal, le 29 janvier, et quantité de littérature communiste a été saisie en cet endroit. Une cinquantaine de lettres, dont aussi, étaient aux cours donnés dans cette école après leurs heures de classe régulières. On a fermé cet édifice. Les autres saisis ont aussi été effectués dans différentes maisons privées de la métropole.

ENTREPOT POUR LAIT

MONTREAL.—Assurés de l'aide et de la coopération des gouvernements provincial et fédéral, les membres de l'Association des Producteurs de lait de Montréal ont en faveur de la construction de quatre entrepôts pour le lait dans notre ville au coût de \$80,000.

La majorité des 400 membres qui assistaient au congrès de cette association de producteurs de lait, ont approuvé le projet. Ce projet avait été étudié par les membres au cours de l'année. Plus de 4,000 producteurs de lait de la province ont endossé des puis longtemps.

CONTRE L'INCENDIE

MONTREAL.—La Commission des écoles catholiques de Montréal a décidé, avant la fin de l'enquête sur ses incendies scolaires, de prendre les mesures nécessaires pour parer à toute catastrophe produite par les incendies scolaires. Quelques écoles du district de Montréal encore sans protection efficace contre l'incendie.

LE CARD. VERDIER PARLE AUX JOURNALISTES

Prêcher la charité

PARIS.—"Ayez confiance dans la France", a déclaré le cardinal Verdier à la presse étrangère réunie pour l'entendre. Fondé pour offrir un centre d'accueil aux représentants des journaux et agences de tous les pays accrédités à Paris "l'Accueil Français" a reçu depuis le Président de la République. Le Président du Conseil. Maintenant c'est le chef spirituel du plus grand diocèse de France qui vient de l'Assemblée nationale à l'invitation des journalistes.

"Nous vivons une période exceptionnelle, nous déclarait le cardinal, et vous, journalistes, êtes peut-être en train de décrire une des plus belles pages de l'histoire de l'humanité. Un ordre nouveau est en gestation. Il sera ce que nous le ferons avec vous. Nous devons donc être très heureux et fiers de son rôle et conscients aussi de sa responsabilité.

"Je ne suis pas journaliste mais je confie parfois aux journaux une déclaration ou un message. Chaque fois, je me demande et ce que j'écris ne va pas troubler les âmes, si mes propos vont constituer un facteur de paix ou d'agitation, d'insécurité, de trouble ou de malheur. Puisque les journalistes qui parlent chaque jour au peuple doivent plus que quiconque surveiller, laissez-moi vous livrer un enseignement récent du pape:

"J'ai fait œuvre de lumière en publiant mes Encycliques. J'ai fait œuvre de prudence en mettant en garde contre les erreurs du communisme. J'ai voulu cependant ne pas paraître devant Dieu avant d'avoir déchaîné un courant de charité et c'est pour vous demander de prêcher la charité en mon nom que je vous en prie."

Sur ces paroles d'optimisme, le cardinal prend congé de cet auditoire de journalistes et de tous les pays dont l'enthousiasme se traduit par une respectueuse ovation.

L'Archevêque de Tokio

Nous apprenons que le 5 février, l'Archevêque de Tokio, Mgr Takama, S. Exe. Mgr Doi a été sacré évêque et intronisé peu après comme archevêque de Tokio. Mgr Doi est le deuxième japonais à occuper ce poste. Le premier japonais à occuper ce poste, Mgr Takama, S. Exe. Mgr Doi, devient titulaire de Yokohama.

5"
... ..
... ..
... ..
... ..

DE CHAUFFAGE "MINNEAPOLIS"

